

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Premiers sondages post-remaniement

Peuvent être retenus de la série de sondages parus aujourd'hui :

1. Les Français ne regrettent pas le départ d'A. Montebourg et B. Hamon du gouvernement : entre 56% (CSA) et 60% (Opinionway et Ifop) pensent que M. Valls a eu raison de s'en séparer.

⇒ Cette décision est approuvée **y compris parmi les sympathisants PS** (entre 67% et 75%). Les plus réticents sont les sympathisants Front de Gauche (entre 36 et 40% comprennent toutefois ce geste) et ceux du Front National (entre 36 et 48% - sans doute par opposition systématique au gouvernement plus que par attachement à la personne d'A. Montebourg).

⇒ **Ces indications ne veulent toutefois pas dire que la séquence a été comprise**, ni que ce remaniement était vu comme nécessaire. Pendant 2 jours, le flot de commentaires sur internet soulignait surtout le sentiment d'une crise auto-allumée sans justification évidente, résonnant avec les représentations d'un monde politique se préoccupant davantage de ses batailles internes que des Français.

La bonne prestation de M. Valls au JT hier a sans doute permis en partie de refermer la séquence en recentrant le propos sur l'action à venir (et ainsi remettre les Français dans le jeu). Mais des commentaires encore aujourd'hui, le sens de ces actes (besoin de clarté et de cohérence) ne semble pas avoir vraiment percé.

Les quelques jours à venir, au cours desquels la lecture de la séquence se cristallisera définitivement dans l'opinion, seront déterminants : elle pourra rester soit comme une nouvelle crise provoquée par le théâtre politique ; soit - si l'on parvient à consolider le récit que M. Valls a commencé hier - comme un moment où l'on a laissé de côté ceux qui ne voulaient pas avancer pour pouvoir agir plus vite et plus fort.

2. Concernant les entrants ou les promus :

⇒ **N. Vallaud-Belkacem clive nettement** : sa promotion est aussi massivement approuvée à gauche (près de 80% au PS et 62% au Front de Gauche) qu'elle est rejetée à droite (72% à l'UMP et 83% au FN). NVB est assez fortement identifiée par l'opinion de droite aux ABCD de l'égalité et à la théorie du genre ; et est devenue l'une des cibles favorites des sympathisants FN avec C. Taubira (beure, jeune, porteuse d'un discours d'ouverture...).

⇒ **L'opinion n'est en revanche pas formée sur la nomination d'E. Macron** : 28% des Français se disent satisfaits, 30% mécontents mais surtout 42% ne le connaissent pas. **Il ne paraît cependant pas provoquer de rejet particulier auprès des sympathisants PS** : parmi les 60% qui disent le connaître, 44% se disent satisfaits de sa nomination contre 15% seulement mécontents. Même parmi les sympathisants Front de gauche, 22% se déclarent satisfaits pour 35% mécontents - la proportion n'est

pas renversante... - signe là encore sans doute d'une disjonction entre les sympathisants de gauche et la base militante des partis.

3. Sur le fond, plusieurs questions viennent confirmer des résultats enregistrés depuis plusieurs mois : il y a très peu de contestation idéologique de la ligne suivie ; la demande majeure de l'opinion - y compris des sympathisants de gauche - n'est pas que l'on fasse plus ou moins de politique de la demande ou de l'offre (ce débat est anecdotique dans les qualis et les verbatims), mais simplement que **l'on agisse plus pour les Français.**

⇒ Ainsi, **66% des Français et 67% des sympathisants PS souhaitent que le nouveau gouvernement « poursuive sa politique d'aide et de soutien à la compétitivité des entreprises »**. Même parmi les sympathisants Front de gauche, 38% se disent en accord avec cette orientation.

Il est acquis pour l'opinion que l'emploi est créé par les entreprises, et que celles-ci souffrent actuellement d'un problème de compétitivité. **Mais cela ne veut pas dire que cette aide peut être indistincte ou sans contreparties**. Les verbatims, surtout de gauche, soulignent souvent que les entreprises ne doivent pas se voir octroyer « tous les droits » (commencent à pointer quelques craintes concernant les acquis sociaux) ; et surtout font apparaître une différence de perception très nette entre les PME, qui jouissent d'une confiance importante, et les grandes entreprises (auxquelles le Medef est associé) envers qui le niveau de confiance est proche de celui accordé à la classe politique (même monde).

A cet égard, il n'est pas certain que le discours de M. Valls au Medef, de par son cadre et la mise en scène d'un dialogue avec P. Gattaz, ait été pleinement vu comme un geste envers les entreprises aimées des Français.

⇒ De même, **65% des Français et 69% des sympathisants PS souhaitent « poursuivre la politique de réduction des déficits »**. Sur ce sujet également les sympathisants Front de gauche sont partagés : 46% soutiennent cette orientation contre 52% non. L'endettement, qui charrie des images très compréhensibles pour les gens (les situations de surendettement), fait peur.

⇒ Mais, résultat de défiances accumulées et de trop faible visibilité des actes, **si les Français approuvent théoriquement la ligne, ils ne croient pas en l'action du gouvernement : 75% des Français disent ainsi ne pas « faire confiance au nouveau gouvernement pour relancer l'économie »** (contre 24% si). Même parmi les sympathisants PS, la confiance n'est que de 52%.

⇒ A noter que **M. Valls continue à tirer le gouvernement. La confiance en sa personne pour sortir la France de la crise économique** (et non la confiance dans le nouveau gouvernement) **passse à 40%**. Elle atteint 64% au PS, 59% au Modem, et toujours 29 et 28% à l'UMP et au FN - qui ne se sont pas encore radicalisés contre lui.

La confiance en **N. Sarkozy** pour sortir de la crise est au même niveau (40%), atteignant 76% à l'UMP et 52% au FN (où, contrairement aux questions d'immigration, il garde une image correcte sur les questions économiques). **A. Juppé arrive en tête du classement (50%)** avec une assise importante à gauche (48% au PS).

A noter que 27% des Français disent « faire confiance à **M. Le Pen** pour sortir la France de la crise », score relativement élevé pour une question qui teste en partie la crédibilité des solutions. La confiance est très concentrée sur les sympathisants FN (90%) mais atteint 28% des sympathisants UMP, signe de la crédibilité de M. Le Pen pour une frange non-négligeable de cet électorat.

Le PR recueille pour sa part 16% de confiance, dont 42% au PS.